# Actualités économiques Nigéria - Ghana

Semaine 30, du 20 au 26 juillet 2020

- Nigéria : la Banque centrale maintient sa politique monétaire inchangée et annonce un projet de société financière dédiée aux infrastructures de transport ; les banques nigérianes cherchent à atténuer le risque de change en limitant le montant des dépenses autorisées à l'étranger ; le secteur aurifère pourrait rapporter 500 MUSD de taxes par an à l'État ; l'IATA chiffre les pertes du secteur aérien à 900 MUSD depuis le début de la crise du Covid-19 ;
- Ghana: présentation d'un déficit de -11,4% du PIB au Parlement lors du budget de mi- année.

Le chiffre de la semaine -

7875

C'est le nombre de médecins nigérians qui exerceraient aujourd'hui au Royaume-Uni, ce qui représente 10% du nombre total de médecins enregistrés au Nigéria.

Source: UK's General Medical Council

### **Nigéria**

## La Banque centrale maintient sa politique monétaire inchangée et annonce un projet de société financière dédiée aux infrastructures de transport.

Lors du dernier comité de politique monétaire qui s'est tenu à Abuja le 20 juillet, le Gouverneur de la Banque centrale (CBN) a annoncé le maintien du taux directeur à +12,5% avec un corridor de +200 /-500 points de base, du taux de réserves obligatoires des banques à 27,5% et du ratio de liquidité à 30%. Le comité monétaire a encouragé la CBN à maintenir ses mesures actuelles visant à modérer l'inflation, notamment celles s'attaquant aux goulots d'étranglement du côté de l'offre. L'inflation a en effet augmenté pour le dixième mois consécutif, de 12,40 % en mai à 12,56 % en juin, tirée par la hausse de 15,18% en glissement annuel du prix des denrées alimentaires. Dans cette optique l'exécutif a récemment approuvé la création d'une société financière, copropriété de la CBN, de l'Africa Finance Corporation et de la Nigeria Sovereign Investment Authority, mais gérée par un gestionnaire indépendant, qui aura pour mission de mobiliser des capitaux dédiés au financement d'infrastructures de transport. La somme de 15 000 Mds NGN (41,7 Mds USD) est prévue pour la première phase de cinq ans. Le comité monétaire note par ailleurs avec un "optimisme prudent" la prévision d'une contraction du PIB nigérian de 1,03 % au T2 2020 et considère que l'économie pourrait connaître une récession limitée d'ici la fin de l'année 2020, avec de fortes perspectives de reprise en 2021.

## Les banques nigérianes cherchent à atténuer le risque de change en limitant le montant des dépenses autorisées à l'étranger.

En raison de la pénurie de dollars à laquelle le Nigéria est confronté du fait de la chute des cours pétroliers, les banques cherchent à atténuer le risque de change et à préserver leurs réserves. Plusieurs d'entre elles prévoient ainsi de réduire le montant que leurs clients peuvent dépenser à l'étranger avec une carte de débit. La Stanbic IBTC Bank, filiale de la sud-africaine Standard Bank, a par exemple annoncé qu'elle limitera les retraits d'espèces à 100 USD par mois et réduira de moitié le montant limite de dépenses par carte pour les transactions à l'étranger, à 500 USD par mois. De même, la Zenith Bank a déclaré qu'elle suspendra temporairement l'utilisation des cartes de débit à l'étranger pour les retraits d'espèces et réduira à 200 USD la limite mensuelle de dépenses à l'étranger. Autre nouvelle du secteur, après une annonce initiale en octobre 2019 et l'approbation des autorités kenyanes en janvier, Access Bank (1ère banque du pays en termes d'actifs avec 16,60 Mds USD au T1 2020) a fait savoir qu'elle avait obtenu les différentes approbations nécessaires pour finaliser l'acquisition de la banque kenyane Transnational Bank (89,86 M USD d'actifs au T1 2020).

#### Le secteur aurifère pourrait rapporter 500 MUSD de taxes par an à l'Etat.

Lors d'une cérémonie à la Banque centrale du Nigéria, le Président Buhari a présenté les premiers lingots d'or produits localement et les résultats attendus de la filière : 500 MUSD de recettes annuelles en redevances et taxes pour l'Etat et la création de 250 000 emplois. Cette annonce fait suite aux règlementations prises pour relancer le secteur : la création de centres d'achats d'or et une taxe sur le commerce de l'or. En février, le gouvernement avait accordé des licences à

deux raffineries artisanales, la production doit permettre de renforcer les exportations nigérianes hors pétrole ainsi que d'alimenter la Banque centrale. Ces mesures doivent régulariser le secteur informel et l'orpaillage illégal : 500 kg d'or seraient illégalement acheminés et revendus dans les pays voisins chaque mois, soit 80% de la production. Cela représentait 3 Mds USD de manque à gagner pour la filière entre 2012 et 2018. Le Nigéria a des réserves estimées à 200 millions d'onces d'or, soit une valeur marchande d'environ 350 Mds USD.

L'IATA chiffre les pertes du secteur aérien à 900 MUSD depuis le début de la crise du Covid-19.

En réponse à la pandémie de Covid-19, les aéroports nigérians ont été fermés à partir du 21 mars. Bien que la reprise des vols intérieurs ait eu lieu le 8 juillet, les vols internationaux sont toujours suspendus. Les pertes du secteur sont estimées à environ 5 millions de voyageurs sur la période, ce qui pourrait coûter jusqu'à 900 M USD ainsi qu'environ 124 000 emplois si la reprise n'est pas rapide alerte l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA). De plus, le rapport souligne que les pertes s'étendent à d'autres secteurs comme le tourisme, l'hôtellerie et le commerce. Pour rappel, le secteur du transport aérien au Nigéria comptait 23 compagnies aériennes nationales et 28 compagnies étrangères en 2019 et contribuait à 0,4% du PIB du pays, employant 241 000 personnes. Si le transport de fret reste marginal, le trafic de passagers a connu une croissance de 19,4% en 2018 avec 17,2 millions d'individus pris en charge.

#### Ghana

#### Présentation d'un déficit de -11,4% du PIB au Parlement lors du budget de mi- année.

Comme tous les ans, le ministre des Finances Ken Ofori-Atta a présenté, le 23 juin, le budget de mi-exercice au Parlement. Il a d'abord présenté les nouvelles prévisions de croissance, dont celle de l'année 2020 à 0,9%, en baisse face à la prévision de 1,5% de la loi de finances rectificative, présentée en mars au Parlement après le début de la crise du Covid-19. A la fin de l'année 2019, le ministère des Finances prévoyait une croissance de 6,8% pour l'année 2020. Le ministre a par la suite présenté les résultats budgétaires du premier semestre, avec un déficit en forte hausse à -6,3% du PIB, contre -3,1% attendus, engendré par la baisse des recettes fiscales et la hausse des dépenses dues au Covid-19. La mobilisation fiscale pour les 6 premiers mois de l'année n'a atteint que 22 Mds GHS (3,8 Mds USD), soit 26% de moins que les 29,7 Mds GHS (5,1 Mds USD) prévus, résultant pour 5,3 Mds GHS (915 MUSD) de la baisse des recettes pétrolières. Les dépenses sont aussi à la hausse et atteignent 46,3 Mds GHS, (8 Mds USD) soit une augmentation de 11% face au budget prévu. Pour l'ensemble de l'exercice 2020, le ministre des Finances a présenté au Parlement un déficit alourdi de 11,9 Mds GHS (2 Mds USD), atteignant ainsi -11,4% du PIB, contre un déficit prévu en 2019 à -4,7%. Pour soutenir la croissance, différents programmes ont été présentés, dont la réduction à venir de la taxe sur les télécommunications, qui passera de 9% actuellement à 5%. Un programme de soutien aux entreprises devrait aussi voir le jour, le Coronavirus Alleviation and Revitalisation of Enterprises Support (CARES) permettrait le financement des entreprises sur la période 2020-2023 et serait doté de 100 Mds GHS (17,3 Mds USD), dont 70 Mds GHS (12,1 Mds USD) à destination des entreprises privés. Enfin, le ministre a annoncé la mise en place d'un mécanisme de garantie de 2 Mds GHS pour soutenir le maintien de l'emploi assortie de la création d'un régime d'assurance-chômage. Pour financer ces différentes mesures, l'Etat ghanéen espère relever le niveau de mobilisation fiscale dans le pays, de 13% en 2019 à 20% en 2023. La dette de l'Etat atteint 66,4% du PIB en juillet 2020, soit 255,7 Mds GHS (44,1 Mds USD).

#### Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter!

@FR Eco Nigeria

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.